ASSEMBLÉE NATIONALE

27 novembre 2020

RATIFICATION DE L'ORDONNANCE N° 2019-950 - (N° 2367)

Retiré

AMENDEMENT

N ° CL66

présenté par

Mme Buffet, M. Brotherson, M. Bruneel, M. Chassaigne, M. Dharréville, M. Dufrègne,
Mme Faucillon, M. Jumel, Mme Kéclard-Mondésir, Mme Lebon, M. Lecoq, M. Nilor, M. Peu,
M. Fabien Roussel, M. Serville et M. Wulfranc

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE UNIQUE, insérer l'article suivant:

À l'article L. 334-1 du code de la justice pénale des mineurs, dans sa rédaction résultant de l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 précitée, le mot : « peut » est remplacé par le mot : « doit ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

A travers cet amendement, les cosignataires s'opposent à une éventuelle mise en détention provisoire des mineurs de moins de 13 ans. Ils estiment qu'une mesure éducative doit être obligatoirement ordonnée par le juge des enfants dans le cas des mineurs de moins de 13 ans. Cette peine doit être alternative à la mise en détention provisoire.